

DANONE

RADICALISER LA LUTTE AVANT QUE LES JEUX NE SOIENT FAITS

Travailleurs, camarades,

Le pavé lancé par le quotidien *Le Monde* a, pour l'instant, profité entièrement au patron. Pourquoi ? Pour comprendre, parcourons à nouveau le film des événements. Le quotidien du soir annonce une vaste restructuration de la branche Biscuits. Dix usines fermées, correspondant à 30% de la capacité de production de l'Europe de l'Ouest. 3000 à 6000 salariés au total à la rue, dont 1700 en France sur près de 4100 salariés employés dans l'hexagone (Lu-Belin et Heudebert). La riposte ouvrière a été immédiate pour exiger le retrait du plan. Calais s'est mis en grève en premier, suivi par plusieurs autres sites. Les différentes autorités locales ont aussitôt emboîté le pas des travailleurs en lutte. Eux aussi, se sont-ils unis au chœur des demandeurs du retrait du plan. Ils ont même dégainé plus vite que les syndicats en installant une coordination des communes visées par les fermetures d'usines. Entre temps, la direction de Danone observait. Puis, une fois la première vague d'indignation passée, elle a repris l'initiative. L'occasion était toute trouvée : la présentation des résultats annuels 2000 du groupe et des perspectives d'activité en 2001.

Quels sont les " raisons " économiques de la restructuration ?

- La rentabilité de la branche Biscuits a connu une forte hausse l'an dernier, mais elle reste inférieure à la fois à celle des deux autres branches du groupe (boissons, produits laitiers frais) et, surtout, à celle des autres grands concurrents de Danone (Kraft/Philip Morris qui vient de racheter Nabisco ; Barilla avec la marque Mulino Bianco ; Keebler/Kellogg's).
- Le taux d'occupation moyen des lignes de fabrication en Europe occidentale est de 44% (38% en France), ce qui signifie que les installations sont à l'arrêt plus de la moitié du temps. Les patrons calculent ces pourcentages en prenant le temps d'engagement réel des installations par rapport au temps théorique global (24 heures x 365 jours par an).

Quels sont les moyens dont Danone dispose pour réaliser la restructuration ?

- L'endettement du groupe a fortement augmenté en 2000. Il est passé de 865 millions de francs en 1999 à 1,274 milliard de francs en 2000. Emprunter aux banques dans ces conditions risque d'être plus difficile qu'auparavant.
- L'émission d'actions nouvelles n'est pas non plus une solution, compte tenu de la mauvaise passe actuelle de la Bourse et de l'action Danone.
- Il n'est pas à exclure que le groupe doive prochainement racler ses fonds de tiroir pour se payer une ou plusieurs acquisitions. L'an dernier déjà, Danone avait tenté - sans succès - de racheter la société américaine Quaker Oats.
- Les coûts de la restructuration de la branche Biscuits seraient compris entre 1 et 2 milliards de francs environ, dont la plus grande partie naturellement affectée à la refonte de l'outil industriel et pas à l'indemnisation des travailleurs.

Conclusion : c'est sûr, pour Danone il faut la restructuration, dans les dimensions annoncées ou peut-être davantage. Mais probablement pas sous la forme d'une fermeture immédiate de l'ensemble des usines visées. Le patron a besoin de temps et d'argent pour mener à bien son dessein. Se borner à critiquer la brutalité de la mise en œuvre du plan annoncé par *Le Monde* ne sert qu'à mieux cacher les vraies intentions de Danone. Et peut-être aussi à préfigurer un consensus de la dernière heure entre la direction, les syndicats et les collectivités locales autour d'une application du plan étalée dans le temps et assortie des habituelles mesures d'accompagnement " social ".

Il faut garder à l'esprit que Danone a déjà liquidé des milliers d'emplois sans susciter de réactions étendues de la part des salariés et surtout sans attirer l'attention des médias.

C'est la direction elle-même qui le confirmait dans l'une de ses publications de 1998 : " Suite à son

programme de restructuration, Danone a réduit ses effectifs dans l'Union européenne d'environ 5000 unités en trois ans ”.

Travailleurs, camarades,

Pour le patron, la restructuration est donc un impératif, même si l'entreprise fait des bénéfices confortables et en constante augmentation. Pour les ouvriers, en revanche, la logique patronale est inacceptable, quelles qu'en soient les raisons. Pour les salariés, la question n'est pas de savoir si les usines sont plus ou moins rentables que celles des concurrents de son employeur. La nature du capitalisme étant celle d'accroître sans cesse les profits.

Dès lors, rentrer dans le jeu de vouloir démontrer que telle ou telle usine présente une rentabilité suffisante pour essayer de sauver sa peau, chacun dans son coin, revient à s'aligner sur la position du patron. Si ce dernier parvenait à prouver le bien-fondé de la restructuration, les licenciements deviendraient-ils acceptables pour autant ?

De même, à quoi sert de se plaindre de la délocalisation de la production “ française ” à l'étranger, alors que toute restructuration de ce type ne peut se concevoir qu'à l'échelle mondiale ? S'il est vraisemblable que les usines rachetées en 2000 à United Biscuits, en Pologne et en Hongrie notamment, seront utilisées pour remplacer la production de certains sites français fermés, il ne faut pas oublier que trois usines candidates à la fermeture sont localisées hors de France. . .

Il ne faut pas se tromper d'objectif. Plus que jamais, il n'est pas possible d'utiliser les arguments patronaux à l'avantage des salariés. Il faut pouvoir affirmer une logique et des objectifs qui sont propres aux exploités. Sans faire la moindre concession aux contraintes économiques. La défense du salaire et de l'emploi ne peut jamais se faire au nom de la rentabilité d'entreprise ou de la charité publique.

**Seul un rapport de force modifié à l'avantage des travailleurs peut payer.
Danone ne doit pas s'en sortir aux moindres frais.
Un groupe profitable est aussi un groupe plus vulnérable à la lutte ouvrière radicale.**

C'est pourquoi il faut employer des formes de lutte qui frappent le plus au porte-feuille de l'entreprise. A cet égard, les débrayages tournants sont peut-être utiles pour faire circuler les raisons du combat au sein des usines, mais ils sont inefficaces pour modifier le rapport de force. Il ne faut pas oublier que les sites français tournent déjà au ralenti.

- *Etendre le combat aux usines à l'étranger et aux autres branches de l'entreprise plus rentables aurait un tout autre impact sur Danone.*
- *Entraver par tous les moyens la distribution des produits du groupe pourrait également conduire Frank Riboud à une attitude moins offensive.*
- *Se coordonner à d'autres travailleurs en lutte permettrait aussi d'élargir le front du mécontentement en l'intégrant dans le combat général des grèves qui sont en cours actuellement (Casino, Panzani, Unilever, les transports publics, la Poste, les hôpitaux, etc.).*

Pour ce faire, les syndicats, les maires et autres conseillers généraux ne sont d'aucune utilité. A coup sûr, le patron les emploiera davantage pour désamorcer la lutte.

La voie de l'auto-organisation et de la lutte est la seule praticable pour résister efficacement à l'agression de Danone.

POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIERE

12 février 2001.

Discutez ce tract et faites-le circuler dans les ateliers.

Pour toute correspondance : PRIO, c/o C. Fletcher 19, rue de l'Alun 91630 Marolles-en-Hurepoix.